

Visite du chef de l'Etat dans le Woleu-Ntem (suite)/Entretien avec le président de la République

Ali Bongo Ondimba : «J'invite les Gabonaises et les Gabonais à retourner vers la terre et à devenir des entrepreneurs»

Propos recueillis par
ZBM
Bitam/Gabon

Au terme de son séjour dans le Septentrion, le chef de l'Etat nous a accordé un bref entretien. Occasion pour lui de revenir sur le principal objectif de cette visite, sensibiliser ses compatriotes quant à la nécessité de revaloriser le travail de la terre en s'appropriant le projet Graine qui s'inscrit, entre autres, dans le cadre des grands axes de la diversification de notre économie, etc. Non sans rappeler que cette descente sur le terrain, n'a strictement rien à avoir avec des calculs électoralistes, encore moins politiques. Lecture.

L'Union : Monsieur le président, quel intérêt accordez-vous au projet Graine au moment où s'achève votre séjour dans le Woleu-Ntem ?

Ali Bongo Ondimba : Nous avons lancé, il y a quelques mois, à Makokou, dans l'Ogooué-Ivindo, le projet Graine. Nous voici dans le Woleu-Ntem pour la même démarche. J'ai voulu profiter de l'opportunité de mon séjour dans le Woleu-Ntem pour venir, ici à Bitam, me rendre compte de l'évolution d'un autre programme commencé depuis 2012 et qui concerne l'hévéaculture. En 2012, sur ce site que vous voyez devant vous il n'y avait rien.

Concernant donc l'agriculture plus globalement, c'est quoi l'objectif à moyen et long termes ?

- Comme nous l'avons indiqué, il s'agit d'éliminer totale-

ment notre dépendance alimentaire basée sur nos achats vis-à-vis de l'étranger. Notez que c'est plus de 250 milliards de francs CFA bruts que nous dépensons, tous les ans, à l'étranger. Cela est énorme. Cet argent, réinvesti au Gabon, représente beaucoup en termes d'emplois et de réduction de notre dépendance alimentaire. Il est fondamental que notre pays soit indépendant. Or, l'indépendance commence quand on peut nourrir correctement son peuple.

Ce sont donc des opportunités d'emplois et c'est le meilleur investissement que l'on peut faire ici dans notre pays avec des effets induits qui sont indispensables d'autant qu'ils peuvent accélérer la politique de diversification de notre économie qui ne doit plus dépendre exclusivement du pétrole, mais davantage d'autres activités de développement.

Il est clair que pour un programme comme celui-là qui est très ambitieux, on ne peut pas seulement décréter qu'on arrête de payer, de dépenser. Il faut que les Gabonais eux-mêmes s'approprient ce slogan très important « ma terre, ma richesse ». J'invite donc les Gabonaises et les Gabonais à retourner vers la terre et à devenir des entrepreneurs. Devenir entrepreneur et posséder sa terre, voilà l'autre aspect du programme Graine que nous sommes venus lancer dans le Woleu-Ntem. Un programme phare en Afrique, de redistribution des terres aux populations qui peuvent ainsi faire quelque chose et transmettre un projet porteur à d'autres générations.

Les titres fonciers que vous avez distribués hier restent-ils propriété de l'Etat ?
- Les titres fonciers distribués

restent propriété des coopératives qui les reçoivent. Mais avec quelques restrictions. Par exemple, ce formidable cadeau de l'Etat ne peut être rétrocédé à n'importe qui, sous n'importe quelle condition. C'est important pour éviter la spéculation.

Imaginez que si j'ai beaucoup d'argent, je vous fais une offre pour vous racheter le titre foncier, la valeur du terrain va sans doute commencer à augmenter de manière artificielle. Et ainsi, de main en main, le titre foncier va perdre de son objet. Si l'Etat vous attribue un terrain, il va sans dire que c'est exclusivement pour le projet auquel vous avez souscrit.

Nous nous sommes fixés cinq années pour créer vingt mille emplois. Le problème c'est qu'après le lancement du projet dans les deux provinces, l'Ogooué-Ivindo et le Woleu-Ntem, nous sommes déjà à 7000 personnes enregistrées. Ceci nous amène à réfléchir devant le succès inattendu et imaginer comment ceci pourrait être étendu dans le cadre d'une autre phase avec peut-être deux cent mille hectares.

Vous comprenez tout le souci qui a été le nôtre, de dire que nous développons le pays en même temps que nous préservons notre forêt. Sur ce site, les plantations tournent autour de la forêt. Nous ne la détruisons pas. C'est une mise en valeur qui accompagne la terre avec la forêt que nous avons. C'est pour cela que nous sommes entrain de mettre sur pied un plan d'aménagement des terres où nous pourrions augmenter des surfaces consacrées à l'agriculture et en fonction de ce que nous pouvons cultiver. Ce plan, c'est du concret.

Une certaine opinion pense que tous les projets dé-



Le chef de l'Etat, ovationné à son arrivée dans le chef-lieu du département du Ntem.

montrent que vous êtes déjà en campagne électorale pour 2016. Comment réagissez-vous à ces critiques ?

- Lorsque je suis venu lancer le projet en 2012, je n'étais pas en campagne. Il me paraissait normal de venir voir ce qui s'est passé depuis quatre ans. Je ne me contente pas de lancer des projets, je viens aussi vérifier leur évolution. J'ai été élu pour cela. Ceux qui pensent à la campagne sont peut-être oisifs. Moi, je suis très occupé à poursuivre le programme pour lequel j'ai

été élu que je mènerai à son terme.

Le projet Graine va nécessiter des infrastructures. Peut-on s'attendre à un essor au niveau des capitales provinciales ?

- Il y a des infrastructures que nous avons lancées depuis quelques années et qui vont desservir de couloirs économiques très importants. Dans le cadre du projet Graine, nous devons construire trois mille kilomètres de routes non bitumées, mais carrossables en tout temps. Des routes

essentiels pour acheminer les produits. Nous ne pouvons pas faire des plantations comme celles-ci et ne pas pouvoir écouler les produits qui en résultent.

A Libreville, il y a trois jours, il a été signé un contrat avec la maison Caterpillar pour environ 475 bulldozers qui vont servir à développer ce réseau et accompagner le projet Graine. Ce réseau sera connecté au réseau national dans les prochaines années ou décennies. Ceux qui viendront après auront alors le loisir de le bitumer.

Au lendemain du discours du chef de l'Etat à la Nation

La jeunesse altogovéenne salue les décisions

Jacob Moukouangui
Franceville/Gabon

UNE marche a récemment été organisée à Franceville. Ceci, dans le but d'exprimer leur satisfaction et leur adhésion aux décisions prises à l'endroit des jeunes par le chef de l'Etat. En effet, lors de son traditionnel message à la Nation, au soir du 17 août dernier, le président de la République avait annoncé l'octroi d'une parcelle familiale, en faveur de la jeunesse gabonaise. Celle-ci sera destinée à la construction d'une université, participation d'une formation que le numéro un gabonais veut de "qualité". Fort de cela, des jeunes de



Une phase de la marche.

Franceville, conduits par Lucienne Medayhe ont tenu à remercier le donateur. Cela à la faveur d'une marche ponctuée par des prestations d'artistes locaux, des danses et des slogans pour dire : "Ali, nouvelle espérance".

Ce sont là quelques gestes par lesquels ces jeunes Altogovéens ont exprimé leur gratitude au président Ali Bongo Ondimba. Pour l'initiatrice de la marche, c'est-là "une marque de reconnaissance de la part des jeunes du Haut-Ogooué".

03 Septembre 1990 - 03 Septembre 2015

AMBOUROU TAPOYO Jean Marie
« C'est grâce au courage que l'on peut affronter et vaincre la peur »

A mon regretté époux, à notre très cher papa, qui nous a précédé il y a 25 ans pour le Royaume Eternel.

Ton départ involontaire reste une douleur que le temps n'a pas effacée.

Aujourd'hui nous demandons à l'Eternel Dieu des armées de toujours veiller sur toi et sur nous.

Ta Veuve Francine Armande, tes enfants Roselyne, Marguerite, Guillaume, Alexandre-Désiré, Gérard-Bertrand, Paul-Marie, Juliette, Edith-Olga, Jeanne, Odette-Aloïsa et tous les petits enfants.